



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la protection
des populations de la Drôme

Service protection de l'environnement

Valence, le 20 AOUT 2012

Affaire suivie par : J. DUPERRAY-LAJUS / EV
et Pascal BRIE - DREAL -
Tél. : 04 26 52 22 01
Fax : 04 26 52 21 62
courriel : ddpp@drome.gouv.fr

A R R E T E N° 2012233 - 0010

**portant sur la gestion des déchets entrants
dans une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)**

**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT**

**pour la Société ONYX AUVERGNE RHONE ALPES à CHATUZANGE-LE-GOUBET
au lieu-dit « Petits Pourcieux »**

**Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, notamment les titres 1er et 4 du livre V et ses articles L. 513.1, R. 513.1 et R.512.31;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°04 -1193 du 23 mars 2004 autorisant une extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée par la société ONYX Auvergne Rhône-Alpes, située à CHATUZANGE LE GOUBET, au lieu-dit « Petits Pourcieux » ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 9 novembre 2005 relatif au Plan Inter-départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés des départements de la Drôme et de l'Ardèche (P.I.E.D) ;
- Vu** la déclaration en date du 23 mai 2012 de la société ONYX ARA, portant sur la gestion des déchets entrants dans son installation de stockage de déchets non dangereux située à Chatuzange le Goubet, lieu-dit Petits Pourcieux ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 8 juin 2012 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région RHONE-ALPES ;
- Vu** l'avis en date du 5 juillet 2012 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- Vu** le courrier de demande d'observations sur le projet d'arrêté transmis le 2 août 2012 à la société ONYX ARA ;

Vu la réponse du 13 août 2012, transmise par le demandeur, déclarant n'avoir aucune observation à formuler ;

Considérant les dépassements de la quantité maximale annuelle de déchets accueillis lors des années précédentes dans l'installation ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer un plan de réduction en terme de quantité des déchets accueillis dans l'installation pour les années 2012 à 2022 ;

Considérant ainsi que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

Le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 est ainsi modifié :

Description de l'activité	Caractéristiques des installations classées	Rubriques	Classement
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement 2. Installation de stockage de déchets non dangereux	Capacité globale : <u>3 810 000 m³</u> Quantité maximale de déchets entrants : Pour 2012 : 247 000 tonnes Pour 2013 : 195 000 tonnes Pour 2014 : 190 000 tonnes Pour 2015 : 185 000 tonnes Déchets entrants du 1 ^{er} janvier 2016 jusqu'au 1 ^{er} janvier 2022 : Quantité annuelle maximum : <u>180 000 tonnes</u>	2760.2	A
(Exploitation de carrières au sens de l'art. 4 du Code minier). Affouillements du sol lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est > 1000 m ² ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est > 2000 t.	Sables et graviers extraits jusqu'au 1 ^{er} janvier 2022 - <u>3 720 000 tonnes</u> (1 860 000 m ³) - <u>560 000 tonnes/an</u> .	2510-3	A

Station de transit de produits minéraux, la capacité de stockage étant > 75 000 m ³ .	400 000 m ³	2517-1	A
Broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels.	≤ 200 kW	2515-2	D
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables, la capacité équivalente totale est inférieure à 10 m ³	2 cuves aériennes de fioul domestique simple enveloppe en rétention, d'une capacité globale de 3,5 m ³ . D'où une capacité équivalente de 0,7 m ³ .	1432	NC
Stations-service : Installations ouvertes ou non au public où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant inférieur à 100 m ³ .	Volume total maximal annuel distribué : 60 m ³ (300 m ³ /5)	1435	NC

Article 2 :

Le paragraphe c) du point 2.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°04-1193 du 23 mars 2004 est ainsi modifié :

« c) Capacité annuelle

Quantité maximale de déchets entrants :

Pour 2012 : 247 000 tonnes

Pour 2013 : 195 000 tonnes

Pour 2014 : 190 000 tonnes

Pour 2015 : 185 000 tonnes

Déchets entrants du 1er janvier 2016 jusqu'au 1er janvier 2022 :

Quantité annuelle maximum : 180 000 tonnes

Les déchets auront les origines suivantes :

- 75% au moins des déchets admis devront provenir des départements couverts par le PIED.
- 100% des déchets admis devront provenir de la région RHONE-ALPES.
- 100% des déchets admis ont été triés ou représentent la fraction ultime des déchets collectés.

A titre exceptionnel, pour les années 2012 et 2013, les mâchefers provenant de la région RHONE-ALPES, dans la limite de 14 000 tonnes/an, ne sont pas à prendre en compte pour l'application de la règle ci-dessus.

La nature des déchets admissibles dans le centre de stockage est précisée en annexe 2 au présent arrêté.»

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- pour les tiers, le délai de recours est d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 4 : Publication et exécution

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de CHATUZANGE-LE-GOUBET, pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Direction Départementale de la Protection des Populations ou sur le site internet de la Préfecture, l'arrêté intégral. Procès-verbal de l'affichage en mairie sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de CHATUZANGE-LE-GOUBET et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au :

- Maire de CHATUZANGE-LE-GOUBET ;
- Directeur Départemental Interministériel des Territoires ;
- Délégué Territorial départemental de l'Agence Régionale de Santé ;
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- Chef du Service Interministériel Défense et Protection Civile ;
- Directeur de l'Unité Territoriale de la Drôme de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- l'Inspecteur des Installations classées pour la Protection de l'Environnement à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes – Unité Territoriale Drôme – Ardèche ;
- et à Monsieur le Directeur de la Société ONYX Auvergne Rhône Alpes à CHATUZANGE-LE-GOUBET.

Le Préfet,

~~Pour le Préfet,~~ par délégation.
La Secrétaire Générale

Charlotte LECA